

DOSSIER I : LE MARCHÉ : THÉORIE ET PRATIQUE.

DOCUMENT 1

Prix immobiliers : « Du jamais- vu au Maroc ! »

... Simples surenchères, comportements moutonniers, ou besoins pressants de constituer un patrimoine foncier coûte que coûte ? « Le niveau et le rythme de progression du prix de l'immobilier ne sont souvent pas proportionnels à la variation de ses composantes », affirme d'emblée Nour Eddine Charkani, directeur général de Wafa Immobilier.

D'une manière générale, le prix d'un produit est fonction du :

- coût financier et comptable ;
- prix du marché (concurrence) ;
- prix psychologique (prix au dessus duquel le produit serait trop cher et au- dessous duquel, le produit serait considéré de mauvaise qualité.

S'agissant de l'immobilier, ces composantes restent valables, mais leur évolution ne trouve parfois pas d'explication. Certes, le foncier est souvent considéré comme le principal facteur inflationniste. Mais comment alors expliquer la flambée du foncier lui- même ?

Par l'arrivée d'investisseurs étrangers accoutumés à d'autres niveaux de prix, par les surliquidités abondantes sur le marché bancaire, par la rareté du foncier, par le fort potentiel du marché, par l'appât du gain ?...

Les prix des intrants (ciments, sables, rond à béton, sanitaires...) ont connu, comme rappelé précédemment, des variations importantes à la hausse et qui pourraient justifier la cherté actuelle du logement.

Alors pourquoi le logement social n'a- t- il pas réellement augmenté ses prix ?

Bien au contraire, de 200 000 dh l'appartement HBM dans la grande métropole, certains promoteurs proposent des logements à partir de 140 000 dh. Les arguments souvent avancés sont les économies d'échelle importantes, péréquations avec l'État, l'expérience professionnelle, la fiscalité avantageuse,...

Source : L'Économiste du 28.05.2007.

DOCUMENT 2

Données prévisionnelles relatives à l'entreprise SABAH pour une période déterminée ; producteur en situation de monopole- (Coût, prix en DH et quantités en articles).

Prix (en dh)	Quantités (en articles)	Coût fixe		Coût variable		Coût total (F+ V)		Coût marginal
		Coût fixe total	Coût fixe unitaire	Coût variable total	Coût variable unitaire	Coût total	Coût moyen	
-	0	250 000	-	0	0	250 000	-	-
130	1 000	250 000	250	60 000	60	310 000	310	60
120	2 000	250 000	125	80 000	40	330 000	165	20
110	3 000	250 000	83,3	95 000	31,6	345 000	115	15
100	4 000	250 000	62,5	108 000	27	358 000	89,5	13
90	5 000	250 000	50	120 000	24	370 000	74	12
80	6 000	250 000	41,6	138 000	23	388 000	65	18
70	7 000	250 000	35,7	168 000	24	418 000	60	30
60	8 000	250 000	31,2	213 000	26,6	463 000	58	45
50	9 000	250 000	27,7	278 000	31	528 000	59	60
40	10 000	250 000	25	370 000	37	620 000	62	92

Travail à faire

1	Expliquez la hausse (en général) des prix immobiliers par des éléments de la demande et par ceux de l'offre.
2	Expliquez le prix relativement bas du logement social.
3	Calculez dans un tableau pour les quantités prévues, la recette totale, la recette marginale unitaire et le profit total. (Faites figurer dans le tableau le coût marginal unitaire)
4	Situez approximativement l'optimum pour le monopole : la quantité optimale et le prix (Dressez le graphique pour mieux situer la situation d'équilibre)
5	Appréciez la détermination du prix dans la pratique (cas de l'immobilier au Maroc) sur la base de la théorie du marché : monopole et de la concurrence pur et parfaite

**DOSSIER II : L'ÉTAT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE (MAROCAINE ET ÉTRANGÈRE)
ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE.**

DOCUMENT 1 : Revenu brut disponible et son affectation- En millions dh. Prix courants. Maroc.

Postes	2002	2004	2006
Produit intérieur brut	446 044	500 081	575 271
Revenus et transferts nets reçus de l'étranger	26 013	34 571	47 402
Revenu national brut disponible			
Dépense de consommation finale			
Épargne nationale brute	131 945	152 297	198 340

Source : Rapport de Bank Al Maghrib- 2006.

DOCUMENT 2 : Les statistiques tentent d'agréger réalités matérielles et valeurs subjectives.

* Classement des pays selon :

Rang	PIB par habitant en 2004 (1)	Indicateurs de développement humain en 2005 (2)	Indicateur de niveau de vie en 2004 (3)
1	Luxembourg	Islande	Luxembourg
2	Irlande	Norvège	Norvège
8	Pays bas	Japon	France
10	Canada	France	Pays bas
17	France	Belgique	Suède
22	Grèce	Allemagne	Corée du Sud

* Bonheur et revenu aux USA :

Corrélation entre la hausse du PIB et celle du bonheur de 1973 à la fin des années 80, alors que depuis la fin des années 90, le revenu par tête a largement augmenté et le bonheur a peu augmenté et il y a des périodes où il a diminué. En Allemagne, les deux indicateurs ont augmenté de façon corrélative.

Sources : (1) FMI ; (2) Programme des Nations Unies pour le Développement ;

(3) Marc Fleurbaey, Centre de recherches, sens, éthique et société (CERSES, CNRS- Université paris V) et Guillaume Gaullier, Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII). L'IDH a été créé en 1990 par le PNUD. Plus récemment, en 2000, est apparu « l'indice du bonheur mondial » couvrant 60 pays de par la planète. Il agrège des données officielles relatives à 4 thèmes : paix et sécurité, liberté et démocratie, qualité de vie et recherche, formation, information. L'indice est la moyenne de 40 données, l'année 2000 constituant la base 100 de référence. Pour 2006, l'indice s'établissait à 102,38.

DOCUMENT 3**Agriculture : la grande oubliée. (Maroc).****Lancement de l'étude stratégique, le premier pas vers une réforme profonde.**

L'agriculture occupe une place importante dans l'économie nationale. Cependant, ce secteur hautement stratégique pour le pays est confronté à des contraintes structurelles dont notamment sa vulnérabilité devant les aléas climatiques, le net déficit de financement ainsi que les problèmes liés aux **structures foncières**, caractérisées par l'exiguïté des exploitations et leur éparpillement. La flambée des cours des produits et intrants agricoles et l'insuffisance de l'utilisation des techniques culturales modernes ainsi qu'une production à deux vitesses, l'une très développée tournée vers l'export, l'autre archaïque, viennent s'ajouter à ces problèmes.

La conjoncture actuelle impose d'effectuer une série de réformes nécessaires pour sa mise à niveau. En effet et compte tenu des engagements pris par le Maroc dans le cadre des accords de l'OMC et dans celui des accords conclus notamment avec l'Union Européenne et les USA pour une zone de libre-échange, l'économie marocaine est appelée à s'ouvrir davantage sur le marché mondial. De ce fait, l'agriculture marocaine doit faire l'objet d'un effort d'adaptation considérable pour conserver ses parts de marché à l'export et pour en conquérir de nouveaux. Concernant les marchés intérieurs, les efforts doivent porter sur des mesures de protection de la production nationale et le renforcement de la compétitivité des produits agricoles nationaux.

Par ailleurs, les professionnels continuent de réclamer une réforme lourde et profonde, visant à dégager l'agriculture de la dépendance structurelle des aléas climatiques. Ainsi, le Ministère de l'Agriculture vient de lancer une étude stratégique. Pour les professionnels, la relance de l'agriculture et son intégration au processus de libéralisation des échanges doivent s'accompagner notamment de l'appui soutenu aux organisations professionnelles agricoles et rurales. La promotion de l'investissement privé, le renforcement de la compétitivité et la stabilisation et l'amélioration des revenus des agriculteurs devraient également prendre une place de choix dans cette stratégie.

Source : Le Matin du 27.12.2007.

DOCUMENT 4 : La crise financière internationale augmente le risque Maroc.

La demande, moteur principal de la croissance en France, devrait donc ralentir. Si cette lame de fond se propage à toutes les économies européennes, la demande qui s'adresse au Maroc s'en ressentira bien évidemment. Les deux tiers du commerce extérieur du Maroc se réalisent avec le vieux continent. Déjà sur les 11 premiers mois de 2007, la demande étrangère adressée au Maroc a pâti d'une décélération de l'économie mondiale (augmentation des exportations de 8% au lieu de 17,8% un an auparavant). L'essoufflement des exportations marocaines s'explique par d'autres facteurs, dont la faible valeur ajoutée qu'elles contiennent.

Par ailleurs, l'investissement direct étranger peut diminuer sous l'effet de la crise financière internationale. On évalue ce repli à 25%.

L'Europe absorbe 77% des exportations marocaines.								
Répartition géographique des échanges (janvier- Novembre 2007). En millions de dh.								
Continent	Total des échanges	Part en %	Importations	Part en %	Exportations	Part en %	Solde	Taux de couverture%
Europe	228 636	66,7	144 079	61,8	84 557	77,2	-59 522	58,7
Asie	57 973	16,9	48 276,8	20,7	9 696,5	8,8	-38 580,3	20,1
Amérique	33 830,7	9,9	25 860,8	11,1	7 969,9	7,3	-17 890,9	30,8
Afrique	21 287,3	6,2	14 702,9	6,3	6 584,4	6	-8 118,5	44,8
Océanie	1 160	0,3	364,6	0,1	795,4	0,7	+430,8	218,2
Total	342 887,3	100	233 284,1	100	109 603,2	100	-123 680,9	47

Source : La Vie Économique du 01.02.2008.

DOCUMENT 5

Inflation : Le pouvoir d'achat des consommateurs s'érode un peu plus. (Maroc)
Tandis que l'échelle mobile des salaires tarde à être mise en route.

L'inflation est-elle en train de s'installer durablement ?

En tout cas, le taux d'inflation, tel qu'indiqué par les instituts d'analyse et de conjoncture, semble être en décalage avec la réalité de la surenchère des prix. Aussi bien sur des produits non alimentaires qu'alimentaires, elle se fait sentir. Après des augmentations en série, le panier de la ménagère s'allège un peu plus.

...En tout cas, les statistiques officielles font ressortir quelque peu la cherté de la vie. L'indice général du coût de la vie (ICV), premier indicateur de l'inflation, reflète une certaine surchauffe. Selon les chiffres du Haut Commissariat au Plan, il est passé entre octobre 2006 et octobre 2007 de 173,8 à 177,4 points, augmentant de 2,07 points. Mais c'est l'indice des prix des produits alimentaires, qui est passé de 177,5 à 185 points entre janvier et décembre 2007, avec un pic en octobre de 187,5 points, qui a le plus déterminé la hausse des prix à la consommation.

Source : Le Matin du 31.1.2008.

DOCUMENT 6

Ministre des finances - Maroc : je suis prêt à creuser le déficit.

Substituer la logique de croissance à celle du maintien des équilibres. Comment capter plus de valeur ajoutée ? Les excédents du trésor seront placés dès cette année.

Intervention des personnalités du Ministère des Finances dans le cadre d'une rencontre organisée par l'AMIF (Association des membres de l'inspection générale des finances).

Ouvrant le bal, le Ministre annonce que « le propos n'est pas de se soucier de l'état de nos indicateurs macro-économiques ». Il faut désormais substituer aux équilibres macro-économiques la logique de croissance. Le nouvel enjeu selon le Ministre est de comment capter plus de valeur ajoutée à travers notre activité économique. Pour cela il préconise « l'orientation des ressources et des efforts vers des activités les plus rentables en termes de valeur ». Quitte à creuser le déficit... L'heure est donc à la distribution des fruits de la croissance. Même si on doit forcer sur les dépenses de compensation. A la condition que cela profite à la bonne cible.... Par ailleurs, le ministre révèle que la croissance générée au cours de ces dernières années a profité tout au plus à 4 ou 5 régions. Le ministre préconise aussi une politique de régionalisation plus poussée.

De son côté, le directeur des impôts a vanté notamment les résultats de l'élargissement de l'assiette, qui ont donc été concluants : une hausse de 20% (en 2007) par rapport à 2006, un montant additionnel de 15 milliards dh (2,5 points du PIB)... Par ailleurs, le patron des impôts révèle un changement dans la structure des impôts : l'impôt sur les sociétés avec 20% des recettes fiscales, supplante l'impôt sur le revenu. La TVA, quant à elle, fait de la résistance et se hisse à la tête des recettes fiscales avec 33% en 2007. Mais beaucoup de contribuables n'ont pas compris le bien-fondé de certaines mesures fiscales, notamment la hausse de la TVA sur la location avec option d'achat (LOA) (de 10 à 20%) et l'immobilier (de 14 à 20%), souci d'harmonisation fiscale oblige. Pour le directeur du trésor, l'excédent dégagé par le trésor public sera dès cette année placé dans le circuit financier.

Source : L'Économiste du 30.01.2008.

DOCUMENT 7

Décisions de politique monétaire. Maroc.

La politique monétaire a été menée en 2006 dans un contexte de renforcement des tensions inflationnistes. Après le rythme modéré observé en 2005, des risques de pression sur le prix à court terme sont apparus dès le premier trimestre, en liaison notamment avec l'accumulation d'importantes encaisses liquides par les agents économiques et la hausse du coût de l'énergie, ainsi qu'avec les effets induits par le réaménagement de la taxe sur la valeur ajoutée.

Compte tenu de ces éléments, le conseil a décidé lors de sa réunion du 27 avril, de privilégier les reprises de liquidités à 7 jours sur appel d'offres au taux de 2,50%, en tant qu'instrument principal d'intervention. Les tendances observées au premier trimestre se sont poursuivies durant le 2^e et le 3^e trimestres, avec notamment une croissance vigoureuse de la demande, l'expansion de la monnaie et du crédit, ainsi qu'une inflation dépassant 3% en glissement annuel. Le conseil de la banque, lors de ses deux réunions du 20 juin et du 22 septembre 2006, a ainsi décidé de continuer à privilégier le recours aux opérations de reprises sur appel d'offres au taux de 2,5%, tout en assurant un suivi rapproché des risques inflationnistes.

Au cours des trois derniers mois, les risques d'accélération de l'inflation se sont renforcés, l'indice du coût de la vie ayant enregistré en octobre une hausse de 4,1% en glissement annuel et les estimations de la demande

globale ayant montré l'existence des tensions sur les capacités de production. Sur le plan monétaire, le rythme annuel d'accroissement de l'agrégat M3 s'est élevé à 15,2% en novembre reflétant notamment une forte progression des encaisses de transaction. Les autres indicateurs suivis par la banque, particulièrement ceux relatifs aux cours internationaux du pétrole et du marché de l'emploi, ont confirmé le renforcement des tensions sur les prix.

A la lumière de ces évolutions, le Conseil de la banque, lors de sa réunion du 19 décembre 2006, décide de relever de 25 points de base le taux d'intervention sur le marché monétaire, au titre des reprises des liquidités à 7 jours sur appel d'offres, le portant à 2,75%.

Source : Rapport de Bank Al Maghrib, Année 2006.

DOCUMENT 8

Facteurs de croissance et développement.

Réagissant à la publication du rapport de la Banque Mondiale sur la croissance et du livre blanc de la CGEM (Confédération des patrons marocains), le professeur A. Ouali revient sur la problématique du développement, considérant que des variables autres que la fiscalité, notamment la formation des prix, sont à même d'assurer une croissance profitable à toutes les catégories de la population.

En effet, accélérer la croissance est un objectif nécessaire, faire de cette croissance un facteur déterminant du développement nécessite d'autres politiques économiques.

La fiscalité n'est pas le facteur le plus attractif de l'investissement. Mais on peut dire que la baisse du taux de l'IS sert plus l'économie spéculative (gain immédiat) que la dynamique de l'investissement.

Sous l'angle de la politique économique, la fiscalité pose plutôt l'équation : fiscalité, prix, revenu, consommation, épargne, investissement. Cette équation doit être l'une des préoccupations officielles au lieu et place de la baisse des taux, des niches d'exonération, de la fiscalité des lobbies.

La question de la législation du travail doit être fondamentalement liée au marché du travail, en relation avec les marchés de biens et services et de la monnaie. Face à la libéralisation du marché des biens et services et du commerce extérieur, et à celle des marchés financier et monétaire, il faut éviter d'opposer un marché de travail rigide et codifié.

Par ailleurs, la question de la justice est avant tout une problématique politique et sociale, mais qui a des effets économiques indéniables. Sans parler de la réforme du système éducatif. La justice et l'éducation sont les deux grandes tares de notre société.

Quant à l'informel, il faut bien distinguer économie populaire (souks, médina, petits artisans, joutéas,...) et l'économie illégale. Il faut bien sanctionner la dernière, s'agissant bien d'activités illégales, spéculatives, situations de rente, de monopole et d'oligopole,...

Source : La Vie Économique du 01.02.2008.

Travail à faire

1	a. Calculez les montants manquants dans le tableau du document 1 b. Calculez l'indice d'évolution du PIB, base 100 en 2002, pour 2004 et 2006 c. Relevez dans le document 2, une des limites du PIB
2	a. Présentez un élément composant l'indice du développement humain (IDH) b. Sur la base des connaissances acquises, appréciez cet indice dans le cas du Maroc
3	a. Expliquez l'expression soulignée (document 3) b. Présentez quatre obstacles au développement du secteur agricole marocain, sur la base du document 3 et des connaissances acquises c. Relevez dans le document 3, des solutions appropriées pour l'agriculture marocaine. d. L'expression « ... ainsi qu'une production à deux vitesses, l'une très développée tournée vers l'export, l'autre archaïque, ... », signifie dualisme de l'agriculture marocaine, qui n'est pas limité seulement à l'agriculture. d₁- Y a-t-il vraiment dualisme des structures économiques, ou plutôt une articulation défavorable au secteur traditionnel en relation avec le secteur moderne d₂- la conception donnée par l'expression « ... réclamer une réforme profonde, visant à dégager l'agriculture de la dépendance structurelle des aléas climatiques » à la réforme agraire, est-elle conforme à la conception habituelle de cette réforme agraire en tant que stratégie agricole. e. e₁- Distinguez union économique et monétaire et zone de libre-échange e₂- Présentez les effets possibles de la libéralisation des échanges marocains avec l'Union Européenne et les USA sur le secteur agricole.

4	a. Commentez la situation du commerce extérieur marocain, objet du document 4. b. Relevez dans le même document et sur la base des connaissances acquises des causes structurelles et une cause conjoncturelle des difficultés de ce commerce. c. La compétitivité des produits marocains, longtemps assise sur les prix relativement bas des produits exportés, eux-mêmes permis par les bas salaires (l'exemple du textile est éloquent) est compromise de plus en plus actuellement. Expliquez.
5	a. Relevez dans le document 5 deux expressions signifiant une conséquence de l'inflation. b. Identifiez un indicateur de mesure de l'inflation ; présentez son évolution et ses limites. c. Le document 5 émet un doute sur la fiabilité de cet indicateur. Relevez l'expression qui en fait allusion.
6	a. Expliquez l'expression soulignée dans le document 6. b. Le Ministre des Finances précise un autre objectif. De quoi s'agit-il ? c. Dans les conditions actuelles, le Ministre peut-il pratiquer un déficit budgétaire de relance ?
7	a. Relevez dans le document 7, un objectif et un instrument de politique monétaire. b. Est-il un objectif de relance ou de stabilisation ? c. Appréciez, sur la base des connaissances acquises, l'efficacité de la politique monétaire au Maroc. A cet effet, un seul indicateur suffit.
8	Question de synthèse : Selon le document 8, « accélérer la croissance est un objectif nécessaire, faire de cette croissance un facteur déterminant du développement nécessite d'autres politiques économiques ». Expliquez ces propos, en formulant un texte structuré (Introduction, développement et conclusion), sur la base des documents présentés dans la partie 2, des travaux effectués et des connaissances acquises. (Une dizaine de lignes).

DOSSIER III : L'ÉCONOMIE MONDIALE ET MONDIALISATION

DOCUMENT 1 :

Économie mondiale : Quel impact d'une crise sur le marché national ? (Maroc)

Il s'agit plutôt d'une récession, mais la possibilité d'une crise n'est pas à écarter.

Les transferts des MRE et le tourisme peuvent en souffrir d'un marasme dans la zone euro.

« Lorsque l'économie américaine a des problèmes, toute l'économie mondiale est impactée », ont souligné plusieurs économistes lors du dernier Forum de Davos. Les propos rassurants de Condoleezza Rice (secrétaire d'État américain) n'ont pas convaincu. « L'économie américaine est résistante » a-t-elle expliqué. « Mais pour combien de temps ? », rétorquent les analystes.

En effet, les signes avant-coureurs d'une récession sont là : le dollar est à son plus bas niveau face aux autres devises, et, certains organismes comme l'OPEP envisagent de changer le dollar comme monnaie de référence ; l'inflation arrive elle aussi à un stade préoccupant avec un taux de 4,1%. La crise immobilière a aggravé la situation et ses effets se sont traduits par une crise financière qui a touché les groupes européens ; le renchérissement record des matières premières, surtout le prix du pétrole qui frôle les 100 \$ le baril est aussi une contrainte de taille.

Les analystes trouvent que c'est une crise très grave et qui dépasserait celle de 1929. L'endettement des ménages était de 130% du PIB en 1929, il est actuellement de 220%. Par ailleurs, cette économie américaine est très concurrencée par les économies européenne, japonaise, indienne et chinoise,...

Mais quel impact pourrait avoir cette crise sur l'économie nationale ? Il faut savoir que le pays a choisi de s'intégrer dans l'économie mondiale avec un degré d'ouverture très élevé.

Les événements actuels ont déjà des effets néfastes sur l'économie européenne, surtout la zone -euro à laquelle l'économie marocaine est fortement liée. L'économie marocaine reste fragile et sensible aux effets extérieurs. Toutes les économies européennes ont revu à la baisse leur taux de croissance pour l'année 2008 ; et qui dit recul dit chômage. Le Maroc se base beaucoup sur les recettes voyages et les transferts des MRE. Ces deux paramètres ont certainement être impactés. A ajouter à cela l'envolée du prix du pétrole. Le taux de croissance de 6,2% prévu par le gouvernement serait difficilement tenable. Les investissements directs étrangers vont être aussi touchés. Les multinationales vont revoir à la baisse leur programme d'expansion à l'international faute de débouchés (baisse de la demande mondiale).

Les effets sur le Maroc ne seront pas trop lourds du fait que le pays n'est pas fortement industrialisé et n'est pas tourné vers l'export. La parité actuelle de l'euro par rapport au dollar est en faveur du Maroc. Le dirham

est aligné sur un panier de devises à 70% pour l'euro et 10% pour le dollar. Cette situation permet d'amortir le choc au niveau de l'importation du pétrole mais pas au niveau de l'équipement qui provient pour l'essentiel de l'Europe. Cette tendance est aussi pénalisante pour les exportations marocaines qui sont chères par rapport aux produits cotés en dollar. Côté bourse, on estime qu'elle ne sera pas touchée du fait que la présence des investisseurs étrangers reste marginale.

Source : Finances News hebdo du 31.01.2008.

DOCUMENT 2

L'ouverture est-elle suffisante ?

Ce n'est pourtant pas simple. Parce qu'il ne suffit pas de s'ouvrir pour profiter de la mondialisation. Ainsi, un pays comme l'Argentine, qui était sans doute le meilleur élève du FMI en matière d'ouverture financière, et qui a réduit son niveau de protection d'un tiers entre 1990 et 2001 en matière commerciale, a pourtant été victime d'une violente crise économique et financière. Son PIB a chuté de 30% environ entre 1991 et 2002...

Par ailleurs, le choix d'exporter sur le marché mondial ne suffit pas. Si ce marché offre des opportunités, encore faut-il que le pays concerné soit capable de les saisir ou de les deviner. Une agriculture dynamique, des hommes formés, des règles stables et respectées (notamment en matière juridique), des infrastructures correctes, un commerce actif et non soumis à l'arbitraire du politique, c'est dans ce creuset que le développement prend naissance...

Source : Denis Clerc ; Alternatives Économiques ; Hors Série N° 59 ; 1^{er} trimestre 2004

TRAVAIL À FAIRE

1	Relevez dans le document 1, trois signes de récession de l'économie américaine.
2	Présentez deux effets de cette récession américaine sur l'économie européenne.
3	L'économie marocaine est-elle à l'abri de cette crise mondiale ? Expliquez.
4	Relevez dans le document 1, un acteur de l'économie mondiale.
5	La mondialisation est souvent présentée comme un phénomène d'effacement des frontières nationales et de la marginalisation des États nationaux. Est-ce vrai ? Expliquez.
6	Relevez dans le document 1 un comportement possible des multinationales face à la crise actuelle.
7	Sur la base du document 2, identifiez les éléments d'une stratégie nationale gagnante face à la mondialisation.